Mouvement des Entreprises de France

Oui à un accord, non à un Brexit sans fin.

Publié le 10 septembre 2019

Les tout récents développements de la situation politique au Royaume-Uni ont accru les incertitudes sur les conditions de la sortie du Royaume-Uni.

Le MEDEF est gravement préoccupé par cette situation et ses conséquences néfastes pour l'ensemble des citoyens et des entreprises en Europe. L'accord conclu entre la Commission européenne et le gouvernement britannique en novembre dernier reste plus que jamais la meilleure solution, pour l'immédiat comme pour la future relation entre l'Union européenne et le Royaume Uni.

L'Europe a passé un temps considérable et donné beaucoup de son énergie pour apporter une solution constructive à la question du Brexit. Il faut encore espérer que, dans ces ultimes semaines, les élus britanniques sauront faire preuve, au-delà des crispations électorales, du même sens des responsabilités et de l'intérêt général.

Un nouveau report de la date du Brexit ne saurait se justifier que pour des raisons politiques majeures et sur la base d'un calendrier impératif. Il ne saurait être question pour éviter un no deal, de tomber dans le piège d'un Brexit sans fin, stérile pour nos économies et dangereux pour l'intégrité de l'Union.

En conséquence, le MEDEF appelle toutes les entreprises de France à continuer à se préparer pour la date du 1er novembre 2019 et pour un Brexit dur. Le gouvernement français comme la Commission européenne ont mis en place un ensemble de mesures pour limiter les dommages en cas de sortie sans accord. Il appartient à chaque entreprise d'en examiner les conséquences et de mettre en place des plans de contingence indispensable.

A cet effet, le Medef réactive sa ligne dédiée pour répondre en direct à toutes les questions brexit@medef.fr. Il réunira ses adhérents le 26 septembre pour une matinée de travail sur le thème *Brexit Get Ready.*

Aujourd'hui, bien au-delà de la tragédie non nécessaire du Brexit, la priorité pour l'Europe et ses institutions nouvelles est de se mettre en ordre de marche pour affirmer sa souveraineté face aux bouleversements du monde. C'est en renforçant son unité autour d'objectifs économiques ambitieux qu'elle pourra apporter des réponses concrètes aux attentes légitimes de ses citoyens.